

## Burundi : Nkurunziza réélu avec 69% des voix pour un 3ème mandat

@rib News, 24/07/2015 - Source AFP Le président burundais Pierre Nkurunziza a été réélu sans surprise vendredi dans le premier tour, avec plus de 69% des voix, pour un troisième mandat controversé, après trois mois d'une grave crise politique déclenchée par sa candidature. M. Nkurunziza, élu en 2005 et réélu en 2010, a obtenu 69,41% des suffrages exprimés lors du scrutin qui s'est déroulé mardi au Burundi, selon les résultats proclamés par le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) Pierre-Claver Ndayicariye.

La participation s'est élevée à 73,44%, selon la CENI, alors qu'observateurs et journalistes avaient constaté une affluence relativement moyenne dans les bureaux de vote. La large victoire au premier tour de M. Nkurunziza était largement attendue, l'opposition ayant appelé au boycott du scrutin. Le chef de l'Etat l'emporte dans 16 des 18 provinces du pays, notamment à Bujumbura, qui lui est traditionnellement hostile, mais où il votait de nombreux militaires et policiers déployés dans la capitale le jour du vote. Principal opposant, Agathon Rwasa, qui représentait la coalition d'opposition des Indépendants de l'Espoir, arrive en deuxième position avec 18,99% des suffrages. Il l'emporte d'une courte tête dans les provinces du Bujumbura rural, son fief traditionnel, et de Rumonge (sud-est). Sans retirer formellement sa candidature, M. Rwasa avait indiqué ne pas reconnaître la légitimité du scrutin. Derrière arrivent Gérard Nduwayo, candidat de l'Uprona, le principal parti tutsi (2,14%), Jean Minani (Frodebu-Nyakuri, opposition, 1,36%), Jacques Bigiramana (FNL, 1,01%), l'ex-président Domitien Ndayizeye (0,71%), Jean de Dieu Mutabazi (mouvance présidentielle, 0,16%) et l'ancien chef de l'Etat Sylvestre Ntibantunganya (0,14%). L'Uprona et les FNL, partis d'opposition dont les chefs historiques ont été évincés récemment, sont désormais considérés comme alliés du CNDD-FDD. MM. Minani, Ndayizeye et Ntibantunganya avaient annoncé leur retrait de la course, mais la CENI avait affirmé qu'ils n'avaient pas respecté les procédures prévues. La communauté internationale estimait que le climat d'intimidation et de violences politiques, ainsi que l'absence de médias privés au Burundi, ne permettait pas des élections crédibles. Les principaux partenaires du pays ont gelé une partie de leurs programmes et menacé de couper toute aide au Burundi, l'une des dix nations les moins développées au monde, extrêmement tributaire de l'aide internationale. Jugée anticonstitutionnelle par ses opposants, la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat a plongé le Burundi dans une grave crise politique caractérisée de violences ayant fait plus de 80 morts depuis fin avril. Plus de 160.000 Burundais ont fui dans les pays voisins un climat électoral déstabilisant.